

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/185

26 septembre 1997

(97-4016)

Conseil du commerce des marchandises
6 octobre 1997

GUATEMALA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXXXVIII

Demande de prorogation de la dérogation

La Mission permanente du Guatemala a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 septembre 1997.

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention le processus de transposition dans la nomenclature du Système harmonisé de la liste de concessions du Guatemala (Liste LXXXVIII - Guatemala), établie selon la nomenclature NAUCA II, qui est fondée sur la Nomenclature tarifaire uniforme centraméricaine.

Le nouveau tarif douanier du Guatemala, fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, est entré en vigueur le 1er mars 1993 et remplace la Nomenclature tarifaire uniforme centraméricaine.

Afin de mener à bien les procédures établies par la Décision du Conseil du 12 juillet 1983 "pour la rectification et la renégociation des listes de concessions négociées au GATT dans le contexte du Système harmonisé" et d'achever les consultations conformément aux dispositions de l'article XXVIII, le gouvernement guatémaltèque demande à être relevé temporairement, jusqu'au 30 avril 1998, des obligations qu'il a contractées au titre de l'article II de l'Accord général.

A cet effet, je vous fais parvenir ci-après les renseignements factuels que vous avez sollicités sur la situation des dérogations antérieures:

1. La dérogation initiale a été accordée au Guatemala le 26 janvier 1994.
2. La documentation pertinente concernant la mise en oeuvre du Système harmonisé a été présentée le 8 décembre 1995.
3. Des prorogations ont été accordées aux dates suivantes: 9 décembre 1994, 31 août 1995, 13 décembre 1995 et 18 juillet 1996.
4. Des négociations conformément à l'article XXVIII ont été engagées avec l'Australie, le Canada et les Communautés européennes.
5. Les négociations menées conformément à l'article XXVIII avec l'Australie et le Canada sont achevées.
6. Les négociations menées avec la Communauté européenne conformément à l'article XXVIII devraient être bientôt achevées. Il s'agit d'un problème d'ordre technique lié aux droits de négociateur primitif de la Suède.

./.

Le temps écoulé depuis la dernière prorogation, qui est venue à expiration le 30 avril 1997, est dû à une restructuration administrative interne de la Mission liée à la forme de ses relations futures avec l'OMC. En effet, un processus de division est en cours au sein de notre Mission permanente, et, ainsi que j'en ai récemment informé le Directeur général, M. Renato Ruggiero, je serai chargé exclusivement, à compter du 1er octobre 1997, des questions relatives à l'Organisation mondiale du commerce.